

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 SEPTEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/547		
CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE PARC NATIONAL DE PORT CROS RELATIVE AUX MODALITES DE GESTION DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DES ILES DE PORQUEROLLES ET PORT CROS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/547

BUREAU DU 19 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
PARC NATIONAL DE PORT CROS RELATIVE AUX
MODALITES DE GESTION DES SYSTEMES
D'ASSAINISSEMENT DES ILES DE PORQUEROLLES
ET PORT CROS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-9-2,

VU le Code des Communes et en particulier son article R.372-12,

VU le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L.1331-10 modifié, L.1331-11, L.1331-15 et R.1331-2,

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.211-11-1 ; R.211-11-2 et R.211-11-3 (programme de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique) et les arrêtés des 20 avril 2005, 27 avril 2005, 30 juin 2005, 6 septembre 2005 et 21 mars 2007 pris pour leur application ainsi que les circulaires du 7 mai 2007 (« normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p)») et du 5 janvier 2009 (mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique dans les rejets des ICPE soumises à autorisation),

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.,

VU le décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du C.G.C.T.,

VU le décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.,

VU le Règlement Sanitaire Départemental et plus particulièrement son article 29.2,

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,

VU la délibération n°15/09/121 du 24 septembre 2015 approuvant le Règlement du Service Communautaire d'Assainissement Collectif de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté préfectoral du 02/03/2016 portant prescription au titre de l'article L. 214-1 du Code de l'Environnement concernant le système d'assainissement relatif à la station d'épuration Porquerolles sur la commune de Hyères-les-Palmiers,

VU l'arrêté préfectoral du 04/02/2022 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes à des fins d'irrigation de cultures au profit du Parc national de Port Cros,

CONSIDERANT que la parution de l'arrêté du 04/02/2022 entraîne l'établissement d'une nouvelle convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Parc national de Port Cros pour le bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement des Îles d'Or,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est maître d'ouvrage depuis 2009 des systèmes d'assainissement des eaux usées des îles de Porquerolles et de Port-Cros composés de :

- La station d'épuration de Porquerolles de capacité 4333 EH,
- La station d'épuration de Port-Cros de capacité 1300 EH,
- Les réseaux publics de collectes gravitaires et refoulements,
- Les postes de relevage et de refoulement publics,

CONSIDERANT que le Parc national de Port-Cros est maître d'ouvrage du système de lagunage et du système de réutilisation des eaux traitées,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention fixant les modalités de gestion des systèmes d'assainissement des îles de Porquerolles et Port Cros.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions nécessaires à la mise en œuvre, l'application et le respect de cette convention.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Convention fixant les modalités de gestion des systèmes d'assainissement des îles de Porquerolles et Port Cros

Entre les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée (Métropole TPM)**

Représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant lui-même en vertu de la décision n° du bureau métropolitain en date du, d'une part,

Et

Le **Parc national de Port-Cros**, Castel Sainte Claire, rue Sainte Claire, 83400 HYERES, représenté par son directeur, Marc DUNCOMBE, d'autre part,

Exposé des motifs :

Dans le cadre du plan de gestion de la rareté de l'eau sur les îles de Porquerolles et Port Cros et de la continuité du service public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Parc national de Port-Cros s'entendent pour optimiser la gestion des systèmes d'assainissement des îles.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est maître d'ouvrage depuis 2009 des systèmes d'assainissement des eaux usées des îles de Porquerolles et de Port-Cros composés de :

- La station d'épuration de Porquerolles de capacité 4333 EH,
- La station d'épuration de Port-Cros de capacité 1300 EH.
- Les réseaux publics de collectes gravitaires et refoulements.
- Les postes de relevage et de refoulement publics.

Le Parc national de Port-Cros est maître d'ouvrage du système de lagunage et du système de réutilisation des eaux traitées.

Au vu des arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral du 04/02/2022 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes à des fins d'irrigation de cultures ;
- Arrêté préfectoral du 02/03/2016 portant prescription au titre de l'article L. 214-1 du Code de l'Environnement concernant le système d'assainissement relatif à la station d'épuration Porquerolles sur la commune de Hyères-les-Palmiers ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la gestion des systèmes d'assainissement des îles de Porquerolles et de Port-Cros et, plus particulièrement, des interfaces entre la Métropole TPM et le Parc national de Port-Cros.

Pour l'application des dispositions qui suivent, est considérée comme « interface », les points de l'installation à partir desquels toutes activités, interventions ou travaux sont susceptibles de générer, de manière directe ou indirecte, une conséquence dommageable sur les zones classées en cœur de parc national. L'interface est établie de fait lorsque ces activités, interventions ou travaux concernent pour toute ou partie les zones classées en cœur de parc national.

Les principales interfaces concernées sont les suivantes :

- Les travaux en tranchée sur les réseaux et les ouvrages ;
- Les opérations et travaux présentant un risque de déversement dans les milieux naturels ;
- A Porquerolles, les ouvrages nécessaires à l'amélioration de la qualité des eaux usées traitées en vue de leur réutilisation sur les parcelles agricoles.

ARTICLE 2 – TRAVAUX ET MAINTENANCE SUR LES OUVRAGES

Les agents de la Métropole TPM ou leurs représentants partagent le libre accès à l'ensemble des ouvrages du service pour leur exploitation et leur maintenance.

Afin d'assurer la continuité des services d'assainissement, quatre cas sont dissociés :

- Les travaux sans interface avec les zones de cœur de parc national sur les ouvrages de la Métropole TPM qui seront programmés sans nécessité d'information formelle préalable du Parc national de Port-Cros ;
- Les travaux imprévus ne présentant pas un caractère d'urgence mais ayant une interface comme définie à l'article précédent qui seront programmés par la Métropole. La réalisation de ces travaux est précédée d'une autorisation au titre de la réglementation de cœur de parc national, prenant le cas échéant la forme d'un avis conforme lorsque les travaux requièrent par ailleurs une autorisation d'urbanisme ;
- Les travaux récurrents à réaliser selon un programme de maintenance pré-établi et ayant une interface qui pourront faire l'objet d'une autorisation pluri-annuelle. Cette autorisation pourra être révisée dans le cas d'une modification des modalités d'intervention ou en cas de constatation d'une évolution négative des conditions écologiques ;
- Les travaux d'urgence, nécessaires à la continuité de service, ne pouvant être reportés et ayant une interface, qui feront l'objet d'une information écrite envoyée par la Métropole TPM au Parc national, dans les plus brefs délais suivant leur constatation, selon l'annexe 3 décrivant notamment la date d'exécution et la consistance des travaux.

Afin de limiter au maximum le risque de conséquence sur les zones classées en cœur de parc national, un représentant du Parc national sera associé à la réflexion sur les modalités de mise en œuvre de ces travaux d'urgence.

La notion de « travaux d'urgence » applicable dans ce cas de figure recouvre les travaux rendus absolument nécessaires pour faire cesser un dysfonctionnement, survenu à la suite d'un événement extérieur imprévu, ou qui n'aurait pas été occasionné par un défaut d'entretien ou de maintenance des installations, et susceptible d'engendrer un risque sanitaire pour la population.

La notion de « travaux d'urgence » est également applicable dans les cas où ces travaux sont rendus nécessaires pour faire cesser tout risque de pollution des milieux naturels.

ARTICLE 3 – CAS PARTICULIER DU SYSTEME DE LAGUNAGE EN SORTIE DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE PORQUEROLLES

Poursuivant l'objectif de disposer d'une ressource en eau pour l'irrigation, un système de lagunage est présent sur la partie sud de la parcelle cadastrale n° J 779. Ces trois lagunes en cascade, dont les superficies sont respectivement de 4000, 2000 et 4000 m² (1 Ha au total) ont été mises en service début juin 1980 et sont sous maîtrise d'ouvrage du Parc national de Port-Cros. Un système de surpression et de filtration (bloc technique) est placé en aval de la 3ème lagune, en tête d'un réseau d'irrigation.

Ce dispositif de lagunage constitue le milieu récepteur des eaux traitées par la STEP.

Une bonne maîtrise de la chaîne de réutilisation des eaux usées traitées dans son ensemble, depuis le point de rejet des eaux traitées en sortie de station dans la première lagune jusqu'au point de sortie de la troisième lagune, stade ultime de leur traitement complémentaire permettant leur réutilisation selon l'autorisation préfectorale fournie au bénéfice du Parc national de Port-Cros, implique une coordination entre les intervenants signataires de la présente convention.

Aussi, les rôles sont répartis conformément à l'arrêté du 04/02/2022 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes à des fins d'irrigation de cultures :

ARTICLE 3.1 – ROLE DU PARC NATIONAL DE PORT-CROS

Le Parc national de Port-Cros est propriétaire du terrain et maître d'ouvrage du système de lagunage et de tous ses équipements constituant le système d'irrigation.

Le Parc national de Port-Cros assure :

- La gestion hydraulique de l'ensemble du lagunage qui comprend :
 - Une lagune n°1 à microphytes
Profondeur : 1m ± 0,1 m
Surface de plan d'eau : 4000 m²
Volume moyen : 4000 m³
 - Une lagune n°2 mixte
Profondeur : en partie 1m, en partie 0,3 m
Surface de plan d'eau : 2000 m²
Volume moyen : 1500 m³
 - Une lagune n°3 à macrophytes
Profondeur : 0,3 m
Surface de plan d'eau : 4000 m²
Volume moyen : 1300 m³
 - Un système de communication (batardeaux) assurant l'écoulement de l'eau d'une lagune dans la suivante et le réglage du niveau de chaque lagune
- La gestion et l'entretien des abords du site, notamment de la partie terrestre qui comprend :
 - La clôture et les portails
 - Les berges, terre-pleins et talus
 - Les haies
- La gestion, l'entretien et la maintenance du bloc technique en sortie de la lagune n°3 comprenant :
 - trois pompes de mise sous pression dont les débits sont respectivement de 15,15 et 60 m³/h ;
 - le système de filtration à sable autonettoyant par inversion de flux ;
 - les ouvrages maçonnés qui abritent l'ensemble du dispositif.

Le Parc national fait également réaliser les analyses nécessaires à :

- la réalisation du programme de surveillance de la qualité des eaux dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 04/02/2022 ;
- la qualification des boues des lagunes pour un usage compatible avec les pratiques d'une agriculture biologique.

Le Parc national prend en charge, conformément à l'arrêté du 04/02/2022 :

- Les curage et faucardage périodiques des lagunes à raison d'une lagune tous les deux ans entre le 15 novembre et le 15 février.
- Le transport et le traitement des déchets de faucardage et des boues de curage dont le Parc est producteur ainsi que les éventuels suivis de qualité des produits nécessaires.
- La maîtrise de la population piscicole associée en vue de contenir la prolifération de végétaux aquatiques, notamment en surface (lentilles d'eau et azollas). Il veillera à remettre suffisamment de poissons dans une lagune après curage et remise en service.
- Le développement d'actions à caractère pédagogique : observatoire de l'avifaune, panneaux d'information sur le cycle de l'eau, le fonctionnement du lagunage, la flore et la faune et organisation du cheminement du public sur le site.
- La protection du site et le maintien en bon état de la clôture : Pour des raisons de sécurité et afin de ne pas perturber l'avifaune, notamment en période de nidification, la libre circulation sur le site ne peut être envisagée. L'accès du public ne sera possible que par petits groupes, et sous encadrement.

ARTICLE 3.2 – ROLE DE LA METROPOLE TPM

Afin d'assurer le bon fonctionnement du traitement des eaux usées sur l'intégralité du circuit du système d'assainissement, la Métropole TPM s'engage à :

- Réaliser annuellement un curage de l'émissaire terrestre entre l'ouvrage de traitement et la première lagune.
- Informer immédiatement le Parc national de Port-Cros de tout dysfonctionnement dans la station d'épuration ; En cas d'incident concernant le système d'assainissement et ayant une incidence durable sur le système de lagunage, la Métropole étudie avec le Parc national les solutions à mettre œuvre pour assurer un approvisionnement de secours aux cultures qui le nécessiteraient et les actions à réaliser pour un retour à la normale dans les délais aussi restreints que possibles.
- Tenir à la disposition du Parc national de Port-Cros les données mensuelles d'exploitation ;
- Fournir, à la demande du Parc national, les échantillons d'eaux brutes de la station nécessaires à la mise en œuvre du programme de surveillance de la réutilisation des eaux traitées.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITES

Chacune des parties assure l'entière responsabilité afférente à l'exécution de ses travaux ou prestations pour laquelle elle est le maître d'ouvrage, à savoir :

- les conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions ;
- de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés par son personnel lors de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La durée de cette convention est de six années (6 années) à compter de sa signature, renouvelable deux fois pour des durées analogues par tacite reconduction.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention sera effectuée par voie d'avenant.

ARTICLE 7 – CLAUSE DE RESILIATION

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties signataires.
Cette dénonciation devra être adressée par lettre recommandée, avant le 30 septembre de l'année en cours pour prendre effet au premier jour de l'année suivante.

ARTICLE 8 – ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

- Annexe 1 : Arrêté du 04/02/2022
- Annexe 2 : Arrêté du 02/03/2016
- Annexe 3 : Fiche de déclaration DDTM

Fait à

le

Le Directeur
du Parc national de Port-Cros

Monsieur Marc DUNCOMBE

Le Président
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Hubert FALCO

ANNEXE 1 – ARRETE DU 04/02/2022



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service eau et biodiversité**

**Agence régionale de santé PACA
DD83 / Santé-Environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 04 FEV. 2022
autorisant l'utilisation des eaux usées traitées
issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes
à des fins d'irrigation de cultures**

Le préfet du Var,

Vu le règlement (UE) 2020/741 du parlement européen et du conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau,

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L.1311-1 et L.1311-2,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article R.211-23,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-7 à L.2224-11,

Vu l'arrêté interministériel du 2 août 2010 modifié relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts,

Vu l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées,

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet du Var - M. Evence RICHARD,

Vu l'instruction interministérielle du 26 avril 2016 relative à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2016 portant prescription concernant le système d'assainissement relatif à la station d'épuration de Porquerolles sur la commune de Hyères,

Vu le dossier de demande présenté par M. le directeur du parc national de Port-Cros le 18 septembre 2018,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 10 novembre 2021,

Vu la confirmation d'accord sur le projet d'arrêté préfectoral du parc national de Port-Cros sur le projet d'arrêté préfectoral, signifié par courriel daté du 11 janvier 2022,

Considérant les pressions croissantes s'exerçant sur les ressources hydriques de l'île de Porquerolles,

Considérant la nécessaire régularisation de la réutilisation des eaux usées traitées en irrigation, déjà en place depuis une trentaine d'années,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Var et du directeur général de l'agence régionale de santé PACA,

ARRÊTE

ARTICLE 1. Bénéficiaire et champ d'application

Le parc national de Port-Cros est autorisé à utiliser les eaux usées traitées issues des lagunes de Porquerolles pour l'irrigation, en goutte-à-goutte, des cultures, selon les conditions définies dans le présent arrêté.

Le présent arrêté fixe les prescriptions sanitaires et techniques encadrant la réutilisation des eaux usées traitées issues des lagunes de Porquerolles pour l'irrigation des cultures exploitées par le parc national de Port-Cros, sur l'île de Porquerolles, en application de l'arrêté interministériel du 2 août 2010 modifié susvisé.

Ces prescriptions visent à garantir la protection de la santé publique, de la santé animale et de l'environnement.

Au sens du présent arrêté, les eaux usées traitées sont celles issues des lagunes de l'île de Porquerolles, sur la commune de Hyères, en sortie de filtre à sable.

ARTICLE 2. Identité des maîtres d'ouvrages

Le maître d'ouvrage du système d'irrigation est le parc national de Port-Cros, bénéficiaire de la présente autorisation.

Le maître d'ouvrage de la station d'épuration (jusqu'à son canal de comptage en amont des lagunes) est la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée.

ARTICLE 3. Caractéristiques techniques du système d'assainissement de Porquerolles

Situation actuelle :

La station d'épuration est dimensionnée pour traiter les effluents de 4 333 EH.

Pour la filière eau :

- un déversoir d'orage en tête de station (PR du Port),
- un dégrillage,
- un prétraitement (dégraissage, dessablage).

Les prétraitements décrits ci-dessus sont dimensionnés pour un débit de 80 m³/h.

- Un traitement biologique de type « boues activée - moyenne charge », avec 2 bassins d'aération,
- une clarification.

Situation à terme :

Une nouvelle station d'épuration doit être réalisée à court terme.

Ce projet devra être compatible avec la réutilisation des eaux usées.

Toutes les eaux usées traitées issues du système d'assainissement font l'objet d'un rejet dans la lagune amont, premier ouvrage d'un système de trois lagunes en série qui assurent une amélioration de la qualité des effluents, nécessaire à leur réutilisation.

Un curage de ces trois lagunes sera effectué au minimum tous les 6 ans.

Ces lagunes, comme la station d'épuration, doivent être maintenues closes et leur accès interdit au public.

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement informe immédiatement le parc national de Port-Cros de tout dysfonctionnement dans la station d'épuration. Cette information prend la forme de la Fiche de Non-Conformité annexée au présent arrêté ; dans ce cas, le parc national de Port-Cros adapte en conséquence le programme de surveillance et d'irrigation.

ARTICLE 4. Débits ou volumes journaliers autorisés pour l'irrigation

L'autorisation d'irrigation porte sur les volumes suivants :

- le débit utilisé ne sera pas supérieur au débit sortant de la station d'épuration, en moyenne mensuelle.
- ponctuellement cette quantité peut être dépassée, après avis du service en charge de la police de l'eau (DDTM) et de l'agence régionale de santé.

ARTICLE 5. Origine de l'eau, usages et niveau de qualité des eaux

Origine de l'eau :

L'autorisation d'utilisation par irrigation porte sur les eaux usées traitées, après passage par les trois lagunes, puis après passage par les filtres à sable en sortie de 3^e lagune.

Usages et niveau de qualité des eaux :

En application de l'annexe II de l'arrêté du 2 août 2010 modifié susvisé, le parc national de Port-Cros s'assurera du respect des limites de qualité suivantes pour ses eaux usées traitées destinées à l'irrigation :

ARTICLE 5-1. Qualité « B » pour l'irrigation gravitaire des cultures arboricoles, des haies arbustives et des cultures maraîchères, fruitières et légumières transformées par un traitement thermique industriel adapté :

Qualité sanitaire « B » (cf Annexe II arrêté 2 août 2010)

Matières en suspension	Conforme à la réglementation des rejets d'eaux traités pour l'exutoire de la station d'épuration hors saison d'irrigation
Demande chimique en oxygène	
Demande biologique en oxygène sur 5 jours	
Escherichia Coli	< 10 000 UFC/100ml
Entérocoques fécaux	Abattement $\geq 3 \log^*$
Phages ARN F- spécifiques	abattement $\geq 3 \log^*$
Spoires de bactéries anaérobies sulfitoréductrices	abattement $\geq 3 \log^*$

*abattement calculé par rapport aux effluents bruts en entrée de station d'épuration

ARTICLE 5-2. Qualité « A »

Dans le cas où la qualité « A » des eaux traitées est confirmée après 1 an de suivi, à raison d'une analyse par semaine durant la saison d'irrigation (cf suivi en routine art. 7 du présent arrêté), l'irrigation gravitaire des cultures arboricoles, des haies arbustives et des cultures maraîchères,

fruitières et légumières, non transformées par un traitement thermique industriel adapté, est autorisée, après validation de la délégation départementale du Var de l'agence régionale de santé. Le maître d'ouvrage sera alors soumis aux obligations suivantes concernant le traitement des eaux :

Qualité sanitaire « A » (cf Annexe II arrêté 2 août 2010)	
Matières en suspension	< 15 mg/l
Demande chimique en oxygène	< 60 mg/l
Demande biologique en oxygène sur 5 jours	< 25 mg/l
Escherichia Coli	< 250 UFC/100ml
Entérocoques fécaux	abattement $\geq 4 \log^*$
Phages ARN F- spécifiques	abattement $\geq 4 \log^*$
Spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices	abattement $\geq 4 \log^*$

*abattement calculé par rapport aux effluents bruts en entrée de station d'épuration

Le programme de surveillance sera adapté à la qualité sanitaire requise par l'usage.

ARTICLE 6. Programme d'irrigation

Le parc national de Port-Cros produira un programme annuel d'irrigation qui sera transmis au préfet, à la délégation départementale du Var de l'agence régionale de santé, au maître d'ouvrage du système d'assainissement et au maire de Hyères, au plus tard un mois avant le début de la saison d'irrigation.

Ce programme annuel présentera les éléments suivants :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernés ainsi qu'une représentation cartographique des parcelles concernées ;
- la nature des cultures implantées pendant la saison d'irrigation ;
- l'identification des personnes morales et physiques intervenant dans la mise en œuvre de l'irrigation ;
- le calendrier prévisionnel de l'irrigation et les quantités d'eau, par unité culturale, en fonction du sol et des cultures ;
- le descriptif du matériel utilisé pour l'irrigation.

L'irrigation des parcelles s'effectuera en période nocturne, en goutte à goutte, sur des zones appartenant au parc national de Port-Cros qui ne sont pas des zones de passage fréquentées par le public.

ARTICLE 7. Programme de surveillance des eaux usées traitées

Le parc national de Port-Cros met en place un programme de surveillance qui comporte, conformément à l'arrêté du 2 août 2010 modifié susvisé :

1. Un suivi périodique de vérification de la qualité sanitaire des eaux usées traitées, réalisé tous les 2 ans : une analyse 1 fois tous les 2 mois pendant 6 mois (comprenant la saison d'irrigation) sur les paramètres suivants :

- * matières en suspension ;

- * demande chimique en oxygène ;
- * entérocoques fécaux ;
- * phages ARN F- spécifiques ;
- * spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices.

2. Un suivi en routine réalisé comme suit :

Paramètres	Qualité « B » Fréquence d'analyse	Qualité « A » Fréquence d'analyse
Escherichia Coli	une fois tous les 15 jours, pendant toute la durée d'irrigation	une fois par semaine, pendant toute la durée d'irrigation
Matières en suspension		
Demande chimique en oxygène		
Demande biologique en oxygène sur 5 jours		

Les prélèvements sont effectués au point d'usage pendant la totalité de la saison d'irrigation.

3. Un suivi de la qualité des boues produites à raison de quatre analyses par an sur les boues issues du système de lagunage assimilable à des sédiments organiques, pour les paramètres figurant aux tableaux I a et I b de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, pendant les 3 premières années à compter de la signature du présent arrêté.

Les analyses du programme de surveillance sont réalisées dans un délai tel que les résultats d'analyses sont connus avant le début de la saison d'irrigation par des eaux usées traitées.

Les analyses de la qualité des eaux doivent être réalisées par un laboratoire accrédité, pour les paramètres et les différents types d'eaux considérés, selon la norme ISO/CEI 17025 par le comité français d'accréditation ou par tout autre organisme d'accréditation équivalent européen signataire de l'accord multilatéral, pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Le parc national de Port-Cros transmet le programme de surveillance au minimum 15 jours avant le début de l'irrigation, puis les résultats de la surveillance avant le 31 décembre de l'année en cours, au service police de l'eau de la DDTM, à la délégation départementale du Var de l'agence régionale de santé, au maître d'ouvrage du système d'assainissement et au maire de Hyères.

ARTICLE 8. Programme de surveillance de la qualité des sols

Le parc national de Port-Cros réalise, au minimum, tous les dix ans une analyse du sol sur chaque point de référence représentatif d'une zone homogène de parcelles bénéficiant de l'irrigation par les eaux usées traitées, repéré par ses coordonnées Lambert.

Par « zone homogène », on entend une partie d'unité culturale homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas vingt hectares. Par « unité culturale », on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploités selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant.

Ces analyses portent sur les éléments traces figurant au tableau 2 de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé et sur le pH. Les analyses de sol doivent être réalisées par un laboratoire d'analyse de terre agréé par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de sols sont conformes aux dispositions de l'annexe V de l'arrêté du 8

janvier 1998 susvisé.

Les résultats de ces analyses de sols sont transmis au préfet, à la délégation départementale du Var de l'agence régionale de santé, au maître d'ouvrage du système d'assainissement et au maire de Hyères.

De plus, le parc national de Port-Cros tient à jour un registre, qu'il met à la disposition du service chargé de la police de l'eau (DDTM), de l'agence régionale de santé et du maître d'ouvrage du système d'assainissement, précisant :

- la nature des cultures et les parcelles irriguées par des eaux usées traitées ;
- les volumes d'eaux usées traitées épandues ;
- les saisons d'irrigation par des eaux usées traitées ;
- les résultats des programmes de surveillance définis aux articles 7 et 8 du présent arrêté ;
- les résultats des analyses des sols réalisées dans le cadre de l'appréciation de l'état initial du milieu récepteur prévu à l'annexe III-6 de l'arrêté du 2 août 2010 susvisé.

Ce registre est conservé pendant dix ans.

ARTICLE 9. Distances à respecter vis-à-vis des activités ou usages de l'eau à protéger

L'irrigation par des eaux usées traitées est interdite dans les périmètres de protection rapprochée des captages.

En application de l'arrêté du 2 août 2010 modifié susvisé, les distances minimales à respecter entre l'irrigation par les eaux usées traitées et les activités à protéger sont les suivantes, selon la qualité sanitaire des eaux requise :

Nature des activités	Qualité « B »	Qualité « A »
	Distance minimale à respecter	
Plan d'eau (à l'exception du plan d'eau servant d'exutoire au rejet de la station d'épuration et des plans d'eau privés où l'accès est réglementé et où aucune activité telle que baignade, sport nautique et aquatique, pêche ou abreuvement du bétail n'est pratiquée)	50 m	20 m
Bassin aquacole (à l'exception des coquillages filtreurs)	50 m	20 m
Pisciculture y compris pêche de loisir	50 m	20 m
Conchyliculture	200 m	50 m
Pêche à pied des coquillages filtreurs	200 m	50 m
Baignades et activités nautiques	100 m	50 m
Abreuvement du bétail	100 m	50 m
Cressiculture	200 m	50 m

ARTICLE 10. Mesures d'information du public

Le parc national de Port-Cros effectue, par affichage approprié, une information du public, relative à la qualité et la provenance de l'eau employée, à l'entrée des parcelles concernées par l'irrigation.

ARTICLE 11. Suspension de l'irrigation par les eaux usées traitées

Dans le cadre du programme de surveillance de la qualité des eaux traitées défini à l'article 7, en cas de dépassement d'une valeur limite fixée à l'article 5, le parc national de Port-Cros en informe immédiatement par courriel le service police de l'eau de la DDTM, la délégation départementale du Var de l'agence régionale de santé, le maître d'ouvrage du système d'assainissement et le maire de Hyères, en précisant les causes du dépassement constaté et les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'irrigation, par des eaux usées traitées, est alors interdite jusqu'à transmission au préfet des résultats d'analyses conformes aux valeurs limites.

Dans le cadre de la surveillance de la qualité des sols définie à l'article 8, en cas de dépassement d'une valeur limite figurant au tableau 2 de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, le parc national de Port-Cros en informe immédiatement le service police de l'eau de la DDTM et la délégation départementale du Var de l'agence régionale de santé et exclut la parcelle concernée du programme d'irrigation.

ARTICLE 12. Bilan triennal du fonctionnement du nouveau dispositif de réutilisation des eaux usées traitées

Compte tenu du contexte de mise en conformité des installations existantes visant à l'utilisation des eaux usées traitées, un bilan du fonctionnement de l'ensemble du dispositif de réutilisation des eaux usées, ainsi que de la qualité des eaux usées traitées utilisées pour la réutilisation, sera effectué au terme de trois années de fonctionnement, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Dans l'éventualité d'un fonctionnement non satisfaisant ou de non-respect, récurrent, des obligations de qualité des eaux usées réutilisées, l'autorisation pourra être suspendue jusqu'à mise en conformité du dispositif permettant de garantir le respect des prescriptions techniques définies dans l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 13. Plan de gestion des risques

Conformément au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 suscitée et, notamment, à son annexe II reprise en annexe V du présent arrêté, un plan de gestion des risques liés à la réutilisation de l'eau sera établi avant mise en place de l'activité de maraîchage, et, en tout état de cause, avant le 30 juin 2023.

En particulier, le plan de gestion des risques liés à la réutilisation de l'eau :

- a) énonce toutes les exigences nécessaires imposées à l'exploitant d'installation de récupération, outre celles qui sont précisées en annexe I conformément à l'annexe II point B, pour atténuer davantage les risques éventuels avant le point de conformité ;
- b) identifie les dangers et les risques et détermine les mesures préventives appropriées et/ou les mesures correctives éventuelles (cf annexe V) ;
- c) détermine les barrières supplémentaires dans le système de réutilisation de l'eau et fixe les exigences supplémentaires qui sont nécessaires, après le point de conformité, pour garantir que le système de réutilisation de l'eau est sûr, y compris les conditions relatives à la distribution, au stockage et à l'utilisation le cas échéant, et détermine les parties responsables du respect de ces exigences.

ARTICLE 14. Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable, sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute, par le maître d'ouvrage, de se conformer, dans le délai fixé, aux dispositions prescrites, le préfet pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du maître d'ouvrage, tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages, dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publiques, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le maître d'ouvrage changerait l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

La présente autorisation ne dispense, en aucun cas, le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations (notamment au titre de l'occupation du domaine public maritime et de l'urbanisme).

ARTICLE 15. Déclaration des incidents ou accidents

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer, sans délai, au préfet et au service chargé de la police de l'eau (DDTM), les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 16. Publication et information des tiers

La présente autorisation est notifiée au parc national de Port-Cros, maître d'ouvrage du système d'irrigation et bénéficiaire de l'autorisation, et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var. Elle est également notifiée à la métropole Toulon-Provence-Méditerranée, maître d'ouvrage de la station d'épuration (jusqu'à son canal de comptage en amont des lagunes).

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté d'autorisation est déposée à l'hôtel de la métropole et en mairie de Hyères et peut y être consultée ; copie sera adressée au conseil métropolitain et au conseil municipal.
- un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimale d'un mois à l'hôtel de la métropole et en mairie de Hyères ; les procès verbaux de l'accomplissement de cette formalité sont dressés par les soins du président de la métropole et du maire de Hyères.
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Var pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 17. Recours – droit des tiers - responsabilité

- I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Toulon :
- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

8/22

• par les tiers, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage dans les conditions prévues à l'article 16 du présent arrêté ;
- b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ».

II – La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service du projet, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 18. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le directeur général de l'agence régionale de santé, le président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée et le maire de la commune de Hyères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur est adressée.

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Serge JACOB

ANNEXE I - Carte et liste des parcelles concernées par l'irrigation

ANNEXE II - Fiche de Non-Conformité

ANNEXE III - Arrêté interministériel du 2 août 2010 modifié relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts

ANNEXE IV - Instruction interministérielle du 26 avril 2016 relative à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts

ANNEXE V - Annexe II du règlement (UE) 2020/741 du parlement européen et du conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau



Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
Service de l'eau et des milieux aquatiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 02 MARS 2016
portant prescription au titre de l'article L.214-1 du Code de l'Environnement
concernant le système d'assainissement relatif à la station d'épuration de Porquerolles
sur la commune de Hyères-Les-Palmiers

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-7 à L.2224-11 et R.2224-6 à R.2224-16,

Vu la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines,

Vu le décret du Président de la République du 18 septembre 2014, nommant M. Pierre SOUBELET Préfet du Var,

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,

Vu le Fascicule 70, 71 et 81 titre II relatif à la conception et à l'exécution d'installations d'épuration d'eaux usées, annexé à l'arrêté du 30 mai 2012,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 par le Préfet coordonnateur de bassin,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 portant délégation de signature à M. Pierre GAUDIN, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2004 approuvant le Plan Départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés et des déchets de l'assainissement du Var,

Vu le dossier de déclaration d'existence au titre des articles R.214-1 et suivants du code de l'environnement pour le système d'assainissement relatif à la station d'épuration de Porquerolles déposé le 17 juillet 2012 sous le numéro cascade 83-2012-00249,

Vu le rapport d'information présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques par la Direction Départementale des territoires et de la Mer du Var en date du 18 novembre 2015,

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 18 novembre 2015,

Vu l'absence d'observation de la commune de Hyères-Les-Palmiers sur ce projet d'arrêté,

Considérant que l'ouvrage concourt à la préservation des intérêts défendus par l'article L.211.1 du Code de l'Environnement et au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée,
Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

ARRÊTE

TITRE 1^{er} : OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESCRIPTION

Le présent arrêté a pour objet, dans les conditions fixées ci-après :

- d'autoriser et de fixer des prescriptions complémentaires pour le système d'assainissement relatif à la station d'épuration (STEP) de Porquerolles sur la commune de Hyères-Les-Palmiers.

Maître d'ouvrage :

La communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (CATPM) est maître d'ouvrage du système d'assainissement relatif à la STEP de Porquerolles. Les trois lagunes en aval de la station d'épuration sont sous la maîtrise d'ouvrage du Parc National de Port-Cros.

Les rubriques de la nomenclature concernées par le système d'assainissement sont les suivantes :

n° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	régime applicable
2.1.1.0	stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO ₅	Déclaration
2.1.2.0	déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier inférieur à 600 kg de DBO ₅	Déclaration

Le projet relève de la procédure de déclaration.

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES

Les installations de collecte, de traitement et de rejet seront implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les documents figurant au dossier de déclaration et au schéma directeur d'assainissement, en tout ce qui n'est pas contraire à la réglementation en vigueur et au présent arrêté.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

3.1. Système de collecte – situation actuelle

Le réseau d'assainissement est de type séparatif.

Le réseau comporte un seul poste de relevage public, le PR du Port. Ce poste doit être complété par un déversoir d'orage vers le bassin portuaire.

En dehors des circonstances exceptionnelles, la surverse du PR du Port constituera le seul délestage du système. L'auto-surveillance comprendra une mesure en continue des volumes déversés. Cette mise à niveau de l'équipement devra intervenir d'ici le 31 octobre 2016. La régularisation de cet équipement sera intégrée au dossier réglementaire du projet de reconstruction de la station d'épuration.

3.2. Système de collecte

L'état d'avancement du programme de travaux concluant le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) devra être présenté dans le bilan annuel 2017. Ce programme devra être réalisé sauf s'il est démontré que ces travaux ne sont plus appropriés.

3.3. Système de traitement (station d'épuration de Porquerolles)

Capacité de traitement

Le système d'épuration est dimensionné pour traiter des flux de matières polluantes correspondant à une capacité de 4 333 EH.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les différentes composantes du système d'assainissement (système de collecte et de transfert, station d'épuration) doivent être dimensionnées, conçues, réhabilitées, exploitées comme des ensembles techniquement cohérents.

ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COLLECTE

4.1. Dimensionnement, conception et gestion des ouvrages

Le système de collecte est réalisé et géré de manière à assurer une collecte efficace du volume des effluents produits sur l'ensemble de la zone d'assainissement collectif, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Les ouvrages sont conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites d'eaux usées et les apports d'eaux claires parasites et acheminer au système de traitement tous les flux polluants collectés, dans la limite au minimum du débit de référence de la station.

Le réseau d'eau potable sera équipé de dispositif de protection adapté permettant d'éviter tout risque de retour d'eaux usées dans le réseau d'eau potable communal.

Les plans des réseaux et des branchements sont tenus à jour par le maître d'ouvrage.
Un bilan du taux de raccordement et du taux de collecte est réalisé chaque année.

L'exploitant s'assure, à tout moment, du bon fonctionnement des ouvrages, du réseau de télésurveillance, des dispositifs d'auto-surveillance et des dispositifs de secours. Il comptabilise la quantité annuelle de sous-produits de curage et de décantation du réseau (matière sèche).

4.2. Amélioration et travaux sur les réseaux

Les travaux seront réalisés conformément au SDA prévu à l'article 3.2. du présent arrêté.

Les nouveaux tronçons sont réceptionnés au vu des tests et vérifications effectués sur les canalisations, les branchements et regards, conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015. Cette réception s'applique aux ouvrages nouvellement construits et aux ouvrages d'origine privés lors de leur raccordement au réseau.

4.3. Déversoirs d'orage et surverses de poste de refoulement vers le milieu naturel

Seules sont autorisées les surverses associées aux postes de refoulement prévus à l'article 3.1.

Les déversoirs ou surverses ou dérivations éventuelles font l'objet de l'auto-surveillance réglementaire en fonction des charges reçues (cf. article 9).

Toutes les dispositions seront mises en œuvre pour éviter tout déversement d'eaux brutes dans le milieu naturel (particulièrement, lors des opérations de maintenance).

Tout nouvel ouvrage devra être porté à la connaissance du Préfet avant sa réalisation et faire l'objet de cette auto-surveillance.

4.4. Raccordements

Le type et la nature des raccordements devront être conformes aux prescriptions suivantes :

tout raccordement d'effluents non domestiques doit faire l'objet d'une autorisation complétée si nécessaire d'une convention de déversement entre le maître d'ouvrage et le pétitionnaire. Les prescriptions définies dans l'arrêté du 21 juillet 2015 (article 13) sont mises en œuvre. Cette autorisation ne dispense pas ces déversements des obligations auxquelles ils sont, le cas échéant, soumis en application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et de toute autre réglementation qui leur seraient applicables et au règlement d'assainissement collectif de CATPM.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- les substances visées par le décret n°2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 (dans les conditions définies par cet arrêté),
- de matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être la cause, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances susceptibles d'être la cause de dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement,
- de substances nuisant à la destination finale des boues produites et à la préservation du milieu.

Sont adressées annuellement au service chargé de la police de l'eau (voir bilan annuel relatif à l'auto-surveillance des réseaux ; article 9) :

- la liste actualisée des effluents non domestiques raccordés sur le réseau,
- la liste actualisée des conventions de déversement délivrées aux établissements concernés,
- les résultats des mesures prescrites dans les conventions de déversement.

4.5. Odeurs et Bruit

Toutes les précautions seront prises pour éviter les nuisances dues à la propagation des odeurs à l'extérieur du système de collecte. À cet effet, les installations comprendront, là où cela est nécessaire, des ouvrages fermés, la mise en dépression de ces bâtiments et la désodorisation de l'air vicié où toute autre mesure qui s'avérerait nécessaire.

Les équipements bruyants à proximité de présence humaine seront isolés sur le plan phonique.

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT

Capacité de traitement

Le système d'épuration est dimensionné, conçu, construit et exploité de manière telle qu'il puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes d'une capacité de 4 333 EH correspondant aux valeurs de dimensionnement suivantes :

Capacité de la station d'épuration			4 333 EH (260 kg/j DBO ₅)
Capacité hydraulique	débit de référence de la station (m ³ /j)		1 000
charge polluante nominale	MEST	(kg/j)	280
	DBO ₅	(kg/j)	260
	DCO	(kg/j)	625
Débit horaire de pointe			78 m ³ /h

Au-delà du débit horaire de pointe, les volumes excédentaires seront by-passés au niveau du PR du Port.

La station d'épuration sera équipée de façon à ce que les flux polluants à l'entrée de la station soient soumis à un traitement biologique jusqu'au débit de référence.

Dans tous les cas, le système d'assainissement devra être capable de traiter sans aucun déversement au milieu naturel pour des pluies de périodes de retour inférieures ou égales à 1 mois.

Le débit de référence est le débit de dimensionnement pour le fonctionnement normal de la station. Il doit permettre de traiter tous les effluents collectés.

Description sommaire de l'ouvrage

Pour la filière eau :

- 1 déversoir d'orage en tête de station (PR du Port),
- 1 dégrillage,
- 1 prétraitement (dégraissage, dessablage),

Les prétraitements décrits ci-dessus seront dimensionnés pour un débit de 80 m³/h.

- traitement biologique de type « boues activée - moyenne charge », avec 2 bassins d'aération,
- 1 clarification.

Pour la filière boue :

- 1 presse à bandes avec polymère,
- 4 lits de séchage en secours.

Pour le traitement de l'air :

- la qualité de l'air à l'intérieur des installations devra permettre au personnel d'intervenir en toutes circonstances.

Fiabilité des installations et formation du personnel

L'ensemble des aménagements devra être conforme aux normes de sécurité. En particulier, l'ambiance dans les ouvrages devra permettre un accès sécurisé au personnel exploitant.

Le personnel d'exploitation devra avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

Traitement des odeurs, des aérosols

Toutes les précautions seront prises pour éviter la propagation des odeurs au-delà du périmètre du site de la station d'épuration. Dans tous les cas, pour les riverains, les normes suivantes seront respectées :

H ₂ S (hydrogène sulfuré)	< 0,1	mg/Nm ³
RSH (mercaptans)	< 0,1	mg/Nm ³
NH ₃ (ammoniac)	< 1	mg/Nm ³
R-NH (amines)	< 20	mg/Nm ³
Aldéhydes Cétènes	< 0,4	mg/Nm ³

Nm³ = normaux mètres cubes (aux conditions normales : 0°C et 101,3 kPa)

Toutes les précautions seront prises pour éviter la formation et la diffusion d'aérosols. Des dispositifs spécifiques destinés à supprimer l'émission ou la dispersion d'aérosols seront mis en œuvre (y compris à l'intérieur de l'ouvrage d'épuration).

ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX REJETS DANS LES MILIEUX NATURELS

6.1. Système de collecte

Toutes les dispositions seront mises en œuvre pour éviter tout déversement d'eaux brutes dans le milieu naturel. Les déversements par temps sec ne sont pas autorisés.

Les déversements de temps de pluie par les surverses des stations de refoulement ne sont pas autorisés, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment de celles dues à des pluies dont l'occurrence est supérieure à la pluie mensuelle.

6.2. Eaux issues de la station d'épuration

Les rejets de boues d'épuration dans le milieu aquatique, par quelque moyen que ce soit, sont interdits.

En situation normale, toutes les eaux issues du système d'assainissement font l'objet d'un rejet dans la lagune amont. Les coordonnées géographiques du rejet sont : 42,9884°N et 6,2022° E (référentiel GPS, WGS84, degrés décimaux) ; 961324 ; 6215222 (RGF93).

Sur accord du service chargé de la police de l'eau et du Parc National de Port-Cros, les eaux du système d'assainissement pourront être rejetées dans les Gorges du Loup via un émissaire 960961 ; 6214951 (RGF93).

Seules les eaux issues de la lagune aval peuvent faire l'objet d'une réutilisation des eaux usées traitées après filtration sur lit de sable.

6.3. Qualité de l'effluent épuré et rendement épuratoire

La qualité des effluents épurés de la station d'épuration devra respecter, avant rejet en mer, les performances de traitement minimales suivantes :

- soit les valeurs fixées en concentration figurant dans le tableau ci-après,
- soit les valeurs fixées en rendement figurant dans le tableau ci-après.

paramètre	concentration maximale à ne pas dépasser	ou	rendement minimum à atteindre
MEST	35 mg/L	ou	90 %
DBO ₅	25 mg/L	ou	70 %
DCO	125 mg/L	ou	75 %

Les analyses sont effectuées à partir des échantillons « moyens 24 heures », homogénéisés, non filtrés ni décantés, avec les méthodes normalisées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Leur pH doit être compris entre 6 et 8,5 (pour les échantillons ponctuels et moyens journaliers) et leur température inférieure à 25°C.

La siccité des boues ne sera pas inférieure à 14 %.

6.4. Performance annuelle - règle de tolérance par rapport aux paramètres MEST, DBO₅ et DCO

En dehors des situations inhabituelles décrites dans l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2015, les paramètres MEST, DBO₅ et DCO peuvent être jugés conformes si :

- les concentrations mesurées dans les eaux rejetées ne dépassent pas les valeurs réductrices (tableau ci-après),
- et
- le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils relatifs aux normes de rejet (cf. article 6.3.) ne dépasse pas le nombre maximal d'échantillons non conformes (tableau ci-après).

paramètres	fréquence minimale des mesures (nombre de jours par an)	nombre maximal d'échantillons non conformes (cf. article 6.3.)	valeurs maximales concentration -mg/l-
MEST	12	2	85
DBO ₅	12	2	50
DCO	12	2	250

ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS-PRODUITS

Les huiles et graisses et les refus de dégrillage seront évacués vers une destination conforme à la réglementation en vigueur.

Concernant les boues, une fois déshydratées elles seront évacuées conformément :

- aux dispositions de la Loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets,
- aux dispositions du plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés et des déchets de l'assainissement du Var.

TITRE 3 : SURVEILLANCE ET CONTROLE

ARTICLE 8 – FIABILITE ET ENTRETIEN DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Les maîtres d'ouvrage et exploitants devront pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement compatible avec les termes du présent arrêté. Pour cela, ils procéderont à toutes campagnes d'inspection et de maintenance du système de collecte et de traitement, par tous moyens appropriés.

L'exploitant tiendra à jour un registre mentionnant :

- les incidents, les pannes et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel d'entretien,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

Entretien des ouvrages – opérations d'urgence

Les programmes des travaux d'entretien et de réparations prévisibles susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement (station d'épuration et/ou réseau de collecte et/ou émissaires) seront communiqués au service de la police de l'eau au minimum un mois à l'avance avant le début des opérations. Les caractéristiques des déversements (débits, charges) pendant cette période seront précisées ainsi que les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur le milieu récepteur.

Le service chargé de la police de l'eau pourra, si nécessaire, demander le report des opérations ou édicter des règles d'interventions permettant de préserver la qualité du milieu dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la réception des informations.

Tous les travaux d'entretien, d'urgence ou incidents imprévisibles se traduisant par une baisse des performances du système d'assainissement (station d'épuration et/ou réseau de collecte et/ou émissaire), seront immédiatement signalés au service chargé de la police de l'eau selon le formulaire prévu dans le manuel d'auto-surveillance.

ARTICLE 9 – SURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE

Le suivi du rejet par la surverse du PR du Port permettra la mesure en continu des débits, pour l'estimation de la charge une méthode sera proposée par le maître d'ouvrage lors de la mise en service du déversoir.

Les résultats des données de l'auto-surveillance du mois n seront transmis dans le courant du mois n+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse.

Manuel d'auto-surveillance

Les modalités d'auto-surveillance des réseaux de collecte et de leurs équipements sont fixées dans un manuel d'auto-surveillance.

Le manuel décrit de manière précise :

- les méthodes d'analyse, de contrôle et d'exploitation,
- la localisation des points de mesure et de prélèvements,
- les équipements et matériels utilisés,
- les organismes extérieurs auxquels il confie tout ou partie de la surveillance,
- la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Le manuel apportera toutes les informations visées dans l'arrêté du 21 juillet 2015.

Ce manuel fera mention des normes auxquelles souscrivent les équipements et les procédés utilisés.

Il sera transmis au service chargé de la police de l'eau pour validation et à l'Agence de l'Eau. Il sera régulièrement tenu à jour. L'exploitant s'engage à respecter les informations reportées dans le manuel d'auto-surveillance.

Bilan annuel

L'exploitant adressera au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et

Corse, avant le 1^{er} mars de l'année n+1, un bilan annuel concernant l'année n. Le bilan fera apparaître l'ensemble des paramètres justifiant la bonne marche et la fiabilité du système de collecte dont il a la charge.

Il comportera notamment :

- les résultats de l'auto-surveillance du réseau (nombre de déversements annuels ; calendrier des déversements ; volumes en m³),
- les résultats du contrôle annuel du fonctionnement du dispositif d'auto-surveillance (article 17 de l'arrêté du 21 juillet 2015),
- les inspections de réseau,
- les procès verbaux de réception des travaux sur les ouvrages de collecte par un opérateur accrédité,
- un récapitulatif des curages réseaux,
- la quantité annuelle de sous-produits de curage et de décantation du réseau de collecte (matières sèches) ainsi que leur destination,
- la liste des autorisations de raccordement et leurs dates d'effets,
- le plan du réseau y compris les postes de relevage et les déversoirs d'orages (charges et capacités hydrauliques) et le nombre de branchement à jour.

ARTICLE 10 – AUTO-SURVEILLANCE DU SYSTEME DE TRAITEMENT

Manuel d'auto-surveillance

Les modalités d'auto-surveillance de la station d'épuration sont fixées dans un manuel d'auto-surveillance.

L'exploitant rédige un manuel décrivant de manière précise :

- son organisation interne,
- ses méthodes d'analyse, de contrôle et d'exploitation,
- la localisation des points de mesure et de prélèvements,
- les équipements et matériels utilisés,
- les organismes extérieurs auxquels il confie tout ou partie de la surveillance,
- la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Le manuel apportera toutes les informations visées dans l'arrêté du 21 juillet 2015.

Ce manuel fera mention des normes auxquelles souscrivent les équipements et les procédés utilisés.

Il sera transmis au service chargé de la police de l'eau pour validation et à l'Agence de l'Eau dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté. Il sera régulièrement tenu à jour. L'exploitant s'engage à respecter les informations reportées dans le manuel d'auto-surveillance.

L'ensemble des flux entrants et sortants, y compris ceux transitant par les ouvrages de dérivation (by-pass général ou inter-ouvrages) fait l'objet d'une auto-surveillance, conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Filière Eau

Les mesures de débits doivent faire l'objet d'un enregistrement en continu.

Les préleveurs automatiques asservis aux débits et débit-mètres devront permettre une mesure pertinente des paramètres visés à l'article 6.3. Les mesures s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station.

Les préleveurs d'entrée et de sortie de la station d'épuration sont réfrigérés, thermostatés à 4°C, asservis aux débits, permettant ainsi de mesurer les flux de pollution sur 24 heures. Pour chaque prélèvement un bidon de 3 L sera conservé pendant 48 heures, à 4°C, plus ou moins 2°C.

Mesures des précipitations

L'exploitant assurera un suivi journalier de la pluviométrie (suivi réalisé dans le périmètre du système d'assainissement).

Fréquence des mesures et des analyses

L'auto-surveillance sera réalisée selon le programme suivant :

Paramètres	Fréquence minimale des mesures (nombre de jours par an)
Débit	365
MEST	12
DBO ₅	12
DCO	12
NTK	4
NIL	4
NO ₃	4
NO ₂	4
PT	4
Boues (quantité de matières sèches)	4

Le bilan annuel présentera une synthèse et interprétation des données obtenues.

Une fréquence plus soutenue d'analyse des paramètres de pollution pourra être demandée par le service chargé de la police de l'eau.

Le programme des contrôles d'auto-surveillance devra être envoyé, avant le 31 décembre de l'année n-1, au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau pour acceptation et attribution des conformités.

Les résultats des analyses d'auto-surveillance du mois n sont adressés chaque mois par l'exploitant au service chargé de la police de l'eau, à l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse et au maître d'ouvrage dans le courant du mois n+1.

En cas de dépassement de seuils autorisés et lors des circonstances exceptionnelles, la transmission devra être immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ces informations seront transmises au maître d'ouvrage et au service chargé de la police de l'eau.

Le service chargé de la police de l'eau s'assurera de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif d'auto-surveillance mis en place. Pour ce faire, le service police de l'eau et l'Agence de l'Eau pourront mandater un organisme indépendant aux frais du maître d'ouvrage.

L'exploitant adressera au service chargé de la police de l'eau, avant le 1^{er} mars de l'année n+1, un bilan de synthèse concernant l'année n. Le bilan fera apparaître l'ensemble des paramètres justifiant la bonne marche et la fiabilité du système de traitement et rejet dont il a la charge.

Le bilan mentionnera notamment :

- les résultats de l'auto-surveillance avec :
 - un récapitulatif ligne par ligne des bilans 24h avec dates, débits, concentrations, charges, rendements et le respect du calendrier validé par le service chargé de la police de l'eau ;
 - un récapitulatif annuel des débits (sous forme de courbe ou de tableur) avec le seuil de débit de référence inclus ;
 - un récapitulatif des dépassements de la capacité nominale (charges et volumes journaliers) ;
- le diagnostic, réalisé par le maître d'ouvrage, du contrôle du fonctionnement du dispositif d'auto-surveillance (article 17 de l'arrêté du 21 juillet 2015),
- un bilan détaillé de l'utilisation des by-pass (nombre de déversements annuels ; calendrier des déversements ; débits en m³ et charge polluante estimés),
- un bilan sur la consommation en énergie et réactifs,
- un bilan pour l'année n, comparé aux 5 années précédentes sur :
 - la production de boues,

- la quantité de matières sèches, hors et avec emploi de réactifs,
- la qualité des boues et leur destination,
- un récapitulatif des sous-produits de l'épuration (graisses, refus de grilles),
- un récapitulatif des incidents, défauts ou événements exceptionnels (installation d'appareils, opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles, etc.) survenus sur la station, en indiquant :
 - si le fonctionnement normal de la station a été affecté, accompagné de tous les commentaires appropriés,
 - les mesures prises pour remédier à ces incidents et défauts, limiter leurs conséquences et éviter leur renouvellement,
- un récapitulatif des fiches de non-conformités (FNC),
- une analyse critique du fonctionnement de la station faite par l'exploitant,
- les éventuels projets de travaux sur la station,

ARTICLE 11 – CONTROLES INOPINES

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relatifs au présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Le service chargé de la police de l'eau procédera à des contrôles inopines.

Un double des échantillons sera remis à l'exploitant. Le coût des analyses sera à la charge du maître d'ouvrage.

ARTICLE 12 – SURVEILLANCE DU MILIEU RECEPTEUR

Le suivi du milieu récepteur (lagune de Porquerolles), sera réalisé conformément à l'arrêté préfectoral autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles à des fins d'irrigation.

Les résultats de ce suivi seront adressés annuellement au service chargé de la police de l'eau (annexés au bilan annuel), à l'Agence Régionale de Santé et à la CATPM par le pétitionnaire.

TITRE 4 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES

ARTICLE 13 – RECOLEMENT DES INSTALLATIONS

Le maître d'ouvrage fournira un plan de récolement de l'ensemble des ouvrages de traitement, un descriptif de la station d'épuration et de son fonctionnement.

ARTICLE 14 – SYNTHESE DES ECHEANCES ET PIECES A FOURNIR

Echéance	Objet	Articles
mise à jour régulière	auto-surveillance de la station et manuel d'auto-surveillance	10
chaque mois	résultats des données d'auto-surveillance du système d'assainissement	9 10
chaque année, avant le 1er mars	bilan annuel de synthèse ; interprétation des données obtenues par l'auto-surveillance du système de traitement concernant l'année précédente ; et synthèse des travaux réalisés sur les réseaux et programme des actions restant à mener	10 3.2
chaque année, avant le 1er mars	bilan de synthèse annuel d'auto-surveillance des réseaux concernant l'année précédente	4.4. 9
au plus tard le 31 décembre 2017 et tous les trois ans.	suivi du milieu récepteur	12

TITRE 5 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 15 – DECLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet, au Parc National de Port-Cros et au service chargé de la police de l'eau les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente prescription qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Pour ce faire, le maître d'ouvrage ou son exploitant transmet immédiatement une fiche de non-conformités renseignée. Cette fiche de non-conformités standardisée est jointe en annexe au présent arrêté.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 16 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté sera publié à la diligence des services de la préfecture du Var, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Var.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de la commune de Hyères-Les-Palmiers, pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès verbal.

Le présent arrêté préfectoral sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Var pendant une durée d'au moins un an.

ARTICLE 17 – RECOURS – DROIT DES TIERS – RESPONSABILITÉ

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Toulon à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, dans un délai de deux mois par le titulaire et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le titulaire peut présenter un recours gracieux auprès du préfet. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

La présente décision est délivrée sans préjudice des droits des tiers qui sont et demeurent réservés.

ARTICLE 18 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
Le Directeur départemental des territoires et de la mer du Var,
La Directrice de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
Le Président de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée,
Le Directeur du Parc National de Port-Cros,
Le Maire de la commune de Hyères-les-Palmiers,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans les mairies concernées.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN

ANNEXE 3 – FICHE DE DECLARATION TRAVAUX



**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service Eau et Biodiversité
Bureau Assainissement**

FICHE DE NON-CONFORMITE, D'INTERVENTIONS ET/OU D'INCIDENTS SUR UN SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

RESEAU DE COLLECTE ET STATION D'EPURATION

- ☐ **INTERVENTIONS PROGRAMMEES** ⁽¹⁾ – conformément à l'arrêté ministériel du 21/07/2015, prévenir au moins 1 mois à l'avance
- ☐ **INCIDENTS OU PANNES** ⁽¹⁾ - (sur les dispositifs de traitement, d'acheminement des eaux...)
- ☐ **NON-RESPECT DE L'AUTOSURVEILLANCE** ⁽¹⁾ - (volume prélevé non représentatif des 24 H)

⁽¹⁾cocher la case concernée

Contact du Bureau de lutte contre les pollutions urbaines :	ddtm-assainissement@var.gouv.fr tél.04.94.46.82.12/80.68 WAGNER Estelle - DDTM 83/SEBIO/BA estelle.wagner@var.gouv.fr MAUMONT Dominique - DDTM 83/SEMA/PHI dominique.maumont@var.gouv.fr Si enjeu sanitaire (captage, baignade...) ars-paca-dt83-sante-environnement@ars.sante.fr tel : 04.13.55.89.36
Collectivité concernée :	
Site concerné :	
Tiers informé :	Parc national de Port Cros
Date et heure de début du dysfonctionnement :	
Date et heure de la connaissance du dysfonctionnement :	
Elément du système d'assainissement concerné (description ; cause) et localisation précise (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	
Indiquer si le dysfonctionnement a entraîné l'arrêt du traitement ou une altération de la qualité du traitement :	
Lieu du déversement ou du by-pass : (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	

pas sur la STEP	
Date et heure prévisionnelles de retour à un fonctionnement normal :	
Estimation du volume déversé (eaux by passées ou insuffisamment traitées) et évaluation des flux :	
Volume traité durant la période :	
Action curative mise en œuvre immédiatement	
Quelles seront les actions envisagées ultérieurement pour un retour à la normale ?	
Évaluation de l'impact du rejet sur le milieu récepteur et mesures pour en limiter les effets : (Préciser s'il y a eu fermeture de plage, analyses eaux de baignade)	
Observations : (Préciser le montant des travaux)	

RAPPEL DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 21/07/2015 : l'exploitant doit informer immédiatement le service de l'eau et les milieux aquatiques sur les dysfonctionnements visés plus haut.

Une fiche de clôture devra être transmise dès le retour à une situation normale. Celle-ci sera accompagnée d'un rapport détaillé.

NOM de l'entreprise concernée :	Tél. :	@
NOM de l'Expéditeur :	Tél. :	@

DATE D'ENVOI :

SIGNATURE

Toulon, le 19 MAI 2022

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

***Direction Générale des Services Techniques
Territoires et Proximité***

Didier GOUBÉ
Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité

Monsieur Marc DUNCOMBE
Directeur du Parc National de Port Cros
Castel Sainte Claire
181 Allée du Castel Sainte-Claire
BP 70220
83406 HYÈRES CEDEX

Affaire suivie par :
Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Slim MISSOUM – Directeur
Contact : Audrey VENTURINO
aventurino@metropoletpm.fr
Tél. 04 94 93 70 65

N/Réf : DGSTTP/DEA/HF/VP/DG/SM/OA/AV/NF/22/2195

OBJET : PORQ – PNPC –Réponse Courrier 2021_12_11210

Monsieur le Directeur,

Suite à la parution de l'arrêté du 04/02/2022 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes à des fins d'irrigation de cultures, mes services ont effectué les modifications nécessaires sur le projet de convention joint à votre courrier du 21/12/2021.

En effet, l'arrêté en question, en désignant clairement les maîtres d'ouvrages pour l'utilisation des eaux usées traitées, établit une nouvelle répartition des domaines d'intervention. Il n'appartient plus à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'exécuter certaines de ces missions. Cet acte ayant une valeur réglementaire, nous nous devons de l'appliquer et faire respecter ces dispositions.

Ainsi, la convention jointe au présent courrier arrête les domaines d'intervention de chacune des parties en respect de l'arrêté préfectoral. Les opérations de curage et de faucardage des lagunes, sous maîtrise d'ouvrage du parc, ne seront plus prises en charge par des fonds métropolitains. Il en est de même pour la gestion des boues et des déchets issus de ces ouvrages et toute opération où la Métropole n'est pas maître d'ouvrage.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégué



Didier GOUBÉ
Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité